

Un article de Reuters du 1er septembre :

Thibault optimiste sur l'ampleur de la mobilisation de septembre. (02.09)

Bernard Thibault, le secrétaire général de la CGT, a appelé mardi à une mobilisation "*d'une intensité exceptionnelle*" le 7 septembre prochain lors de la journée d'actions contre le projet de réforme des retraites.

Optimiste sur le niveau de la mobilisation du fait de l'unité syndicale qui se profile, le leader de la CGT a estimé qu'il "*sera au moins comparable au 24 juin*" lorsque deux millions de personnes étaient descendues dans les rues des grandes villes de France.

A l'occasion du meeting de rentrée de la confédération syndicale qui a réuni plus de 400 personnes en fin d'après-midi à la Bourse du Travail à Lyon, il a annoncé vouloir une manifestation "*d'une intensité exceptionnelle*".

"*Aucun gouvernement ne peut résister si la pression sociale devient trop forte*", a-t-il estimé Bernard Thibault. "*Nous n'appelons pas à la mobilisation le 7 septembre en guise de baroud d'honneur, à un rendez-vous exutoire pour clamer notre colère et abandonner nos objectifs en rase campagne*".

Le secrétaire général de la CGT a ainsi annoncé qu'il comptait poursuivre le mouvement après le 7 septembre.

"*Le gouvernement aurait tort de considérer que le 7 septembre serait seulement un mauvais moment à passer*", a-t-il prévenu à la tribune. "*La CGT saura avoir de la suite dans les idées et dans les initiatives*".

"*Une intersyndicale se réunira le 8 septembre*" pour décider de la suite à donner à la mobilisation.

L'ensemble des syndicats et l'opposition de gauche appellent à des grèves et des manifestations le 7 septembre, date du début de l'examen de la réforme des retraites au Palais-Bourbon.

"*Monsieur le président, ce texte de loi sur les retraites, c'est un gros problème, nous n'en voulons pas*", a lancé Bernard Thibault. "*Faudrait-il revenir à la période où les ouvriers mourraient avant d'arriver à la retraite ?*"

Commentaire.

Si Alain Corneau avait été un ouvrier et qu'il aurait voulu prendre sa retraite et en profiter, il est trop tard, il avait 67 ans et il est mort ! Thibault n'appelle pas au retrait et l'on connaît son double langage, il dit à propos du projet de loi du gouvernement "*nous n'en voulons pas*", ce n'est sans doute la même chose pour lui, mais gageons que les militants et les travailleurs l'interpréteront comme un appel au retrait, l'essentiel étant que la classe se mobilise et ne lâche plus le morceau...

Un article des Echos du 2 septembre :

Une interview de François Chérèque et Bernard Thibault au jour Les Echos. (03.09)

Une interview croisée de François Chérèque et Bernard Thibault. Pour les leaders de la CFDT et de la CGT, le maintien d'Eric Woerth à son poste empêche un débat de fond sur les retraites. Ils dénoncent d'une même voix le « climat de division » entretenu selon eux par l'exécutif et demandent au Medef de « condamner clairement l'antisindicalisme actuel ».

Les Echos : La mobilisation du 7 septembre contre les retraites se déroulera dans un climat politique très tendu. Va-t-elle se transformer en manifestation anti-Sarkozy ?

Bernard Thibault. Ce n'est ni le sujet ni le message. L'objectif, c'est de faire enfin comprendre que les salariés n'acceptent pas cette réforme. Et ce n'est pas nous qui avons déplacé le débat sur le terrain sécuritaire pour tenter, sans succès, de faire diversion...

François Chérèque. Ce n'est pas nous non plus qui avons choisi le calendrier, ni de mener au pas de charge la réforme dite « du quinquennat » en pleine crise politique dans la majorité, avec le ministre en charge du dossier au coeur de cette crise !

Justement, le ministre du Travail, Eric Woerth, a reconnu ce jeudi être intervenu pour l'attribution de la légion d'honneur à Patrice de Maistre, le gestionnaire de fortune de Liliane Bettencourt. Est-il encore un interlocuteur crédible ? Demandez-vous désormais son départ ?

F. C. Je me pose une question légitime : comment peut-il gérer en même temps ses problèmes personnels avec l'affaire Bettencourt et la réforme des retraites ? Cette situation fait qu'on n'aborde plus du tout le fond du dossier. C'est un vrai problème.

B. T. Eric Woerth est objectivement plus occupé, et préoccupé, par autre chose que par le sujet qui, nous, nous intéresse.

Ce climat politique vous sert-il ?

F. C. Je ne pense pas, dès lors qu'il occulte le débat de fond sur les retraites.

B. T. Non. C'est une réforme structurante pour des décennies et des millions de salariés. Il faut parler du fond. Nous sommes le seul pays en situation de devoir légiférer sur un enjeu de société sans qu'aucune négociation ait eu lieu avec les organisations syndicales. Nous sommes de plus face à un gouvernement sur le départ. C'est pour le moins particulier.

Quelles suites donnerez-vous au 7 septembre si le gouvernement ne répond pas à vos attentes ?

B. T. L'intersyndicale se réunira dès le 8 et décidera. Il faut d'abord assurer le succès et tirer le bilan du 7. Ne confondons pas vitesse et précipitation.

F. C. Nous serons très attentifs au niveau de grève dans le privé. Mais le gouvernement ne pourra pas éternellement continuer à attendre la prochaine manifestation ! Il va bien falloir un jour qu'il arrête d'amuser la galerie et rouvre un vrai dialogue.

Concrètement, comment espérez-vous infléchir la réforme ?

B. T. Il s'agit d'abord de confirmer notre opposition unanime à cette réforme, quelles que soient nos appréciations sur les solutions alternatives. Il ne s'est rien passé depuis la mobilisation du 24 juin alors que le gouvernement avait laissé entendre que certains sujets étaient amendables. Même sur ces sujets, il n'a engagé aucune discussion sérieuse.

Dans ce contexte, quelle place reste-t-il pour le dialogue ?

F. C. Le dialogue n'existera que si le gouvernement bouge sur quatre sujets : la pénibilité, les carrières longues, les polypensionnés et, très important, le passage de 65 à 67 ans pour une retraite à taux plein. Ce report à 67 ans est inacceptable. Il pénaliserait les personnes qui ont eu des carrières incomplètes, et singulièrement les femmes. Nous demandons le maintien de l'âge du taux plein sans décote à 65 ans jusqu'en 2018, date à laquelle un nouveau rendez-vous sur les retraites est prévu. Je conteste les chiffres annoncés par le ministre sur le coût de cette mesure.

François Chérèque, cela signifie-t-il que, en cas de geste du gouvernement sur les 67 ans, vous accepteriez le passage de 60 à 62 ans de l'âge légal de départ ?

F. C. Non. La position de la CFDT a toujours été claire sur ce sujet : nous voulons construire une réforme équitable sur la base des bornes de 60 et 65 ans.

Bernard Thibault, estimez-vous, vous aussi, qu'un recul du gouvernement sur les 67 ans serait une avancée à même de relancer le dialogue ?

B. T. Les âges de 60 et 65 ans auxquels nous sommes attachés ne sont pas séparables. Le gouvernement vient de rappeler qu'il était aussi fermé sur le maintien des 65 ans que des 60 ans. C'est la force de la mobilisation unitaire qui seule peut permettre un déblocage de la situation sur ces deux questions liées.

Le gouvernement semble prêt à faire des concessions sur la pénibilité...

B. T. Lesquelles ? Pour l'instant, il n'a rien dit de ses intentions. D'après ce que je lis dans la presse, il serait prêt à de vagues discussions sur la prévention. C'est très insuffisant. Il faut absolument compenser les effets de la pénibilité sur les salariés usés par leur travail en accordant des départs anticipés. L'approche individualisée et médicalisée à laquelle il s'accroche pour l'instant est la copie conforme de celle du patronat depuis 2003, unanimement refusée par les syndicats.

Le texte prévoit une retraite anticipée pour les assurés souffrant d'un taux d'incapacité d'au moins 20 %. Serait-il plus acceptable si on abaissait ce seuil, à 15 % par exemple ?

B. T. Non !

F. C. Non. L'approche médicalisée proposée par le gouvernement est impraticable et inacceptable. Ce n'est pas une question de niveau du taux.

Vous demandez une prise en compte des effets différés de la pénibilité, comme le travail de nuit ou l'exposition aux produits toxiques. Le gouvernement répond qu'il est très difficile d'en mesurer les effets sur la santé...

F. C. Les syndicats ont déjà fait une grande partie du chemin en modifiant profondément leur position sur la pénibilité. Nous avons accepté de ne pas nous baser sur des métiers ou des catégories de salariés, mais bien sur l'exposition aux risques, sur des critères scientifiques qui sont déjà connus.

B. T. Ces effets différés sont réels et se traduisent par une espérance de vie plus courte de sept ans pour les salariés qui ont eu un métier pénible. C'est un fait que le gouvernement ne peut pas ignorer.

Le débat parlementaire qui s'ouvre mardi sera l'occasion pour le PS de rappeler son propre projet sur les retraites. Est-il meilleur que celui du gouvernement ?

B. T. Je ne veux pas me situer sur le terrain politique.

F. C. Le PS fait une proposition basée sur l'augmentation de la durée de cotisation. C'était l'esprit de la réforme de 2003 et c'est toujours la position de la CFDT.

Vous attendez plus de la majorité parlementaire que du gouvernement ?

B. T. Je ne m'attends pas à la voir agir contre le président de la République...

F. C. Nous avons été à la rencontre des députés cet été. On verra après la mobilisation s'ils sont plus à l'écoute des Français que le gouvernement et s'ils prendront leurs responsabilités en conséquence.

L'opinion publique a évolué par rapport à 2003 sur les retraites. Ne craignez-vous pas d'avoir perdu cette bataille ?

B. T. Ce n'est pas ce que l'on mesure sur le terrain et il n'y a pas une seule enquête d'opinion faisant état d'une majorité favorable à cette réforme. La seule catégorie qui est dans cet état d'esprit est celle des retraités, qui ne seront pas impactés.

F. C. Il ne faut pas se méprendre. L'opinion sait qu'il faut faire une réforme, mais elle ne veut pas de celle-là. C'est la raison pour laquelle nous étions nombreux dans la rue en juin et que nous le serons de nouveau mardi.

Bernard Thibault, vous êtes à l'origine des grandes grèves de fin 1995. Le climat social actuel vous rappelle-t-il celui de cette époque ?

B. T. Les contextes économiques et politiques sont différents. 2010 est un cas très singulier, inédit même. La CGT est décidée à lutter jusqu'au bout contre ce projet mais il faut toujours se garder de faire de grands pronostics. Au final, ce ne sont pas les syndicats qui décident mais les salariés.

F. C. La période est régressive. Alors qu'un thème comme les retraites, pilier du pacte social, devrait rassembler le pays, le gouvernement entretient un climat de division. Cela fait écho à l'après-crise de 1929, avec un repli identitaire et nationaliste qui constitue un danger pour la démocratie.

Le gouvernement se félicite d'un recul du chômage. Quelle est désormais la priorité sur le front de l'emploi ?

F. C. La situation reste très mauvaise. Face à la crise, les entreprises ont fait le choix du chômage et, contrairement à l'Allemagne, qui a développé le chômage partiel, la France n'a pas su profiter de cette période pour former les salariés. C'est une grande erreur, qui s'accompagne à présent d'une autre : celle du redémarrage par la précarité, qui se développe fortement. Le chômage des jeunes est particulièrement problématique. Cinquante-sept propositions ont été faites dans le cadre de la commission Hirsch, il est grand temps de les appliquer. Au contraire, le gouvernement baisse les moyens dédiés, notamment pour les missions locales et le service civique.

B.T. Laurence Parisot est en pleine université d'été. Elle devrait en profiter pour se demander pourquoi en France les jeunes trouvent leur premier emploi beaucoup plus tardivement qu'ailleurs... Cela ne risque pas de s'arranger avec la réforme des retraites car le passage de 60 à 62 ans boucherait un million d'emplois ! Je souligne aussi que l'acquisition des droits à la retraite ne peut plus se faire de la même manière dans un contexte d'emplois de plus en plus précaires et de carrières hachées. Il faudra bien y réfléchir un jour.

La réforme des retraites a paralysé le reste du dialogue social. Quelles discussions faut-il relancer en priorité ?

B.T. Le Medef a désormais un gros problème de crédibilité. La manière dont il a poussé les parlementaires à torpiller le projet de dialogue social dans les TPE est gravissime. Il est revenu sur sa parole en déployant des arguments anti-syndicaux particulièrement caricaturaux et condamnables.

F.C. J'ajoute qu'on ne peut pas accepter que, dans une tribune publiée récemment dans la presse, un ancien leader patronal comme Yvon Gattaz appelle à la fin du syndicalisme ! Cela me pousse à m'interroger fortement sur la vision qu'a le patronat du dialogue social... Ce climat malsain peut et doit être dépassé car des sujets très importants sont sur la table, comme le partage de la valeur ajoutée. Mais j'attends pour cela des messages forts de Laurence Parisot. Elle doit réaffirmer une vision positive du dialogue social et condamner clairement l'anti-syndicalisme actuel.

Que répondez-vous à Laurence Parisot quand elle affirme qu'une réforme de la représentativité patronale « n'est pas une priorité » ?

F.C. Avant de se permettre de parler de la représentativité des syndicats des TPE, qu'elle commence par faire la preuve de la sienne !

B.T. Elle n'aura de toute façon pas le choix. Le sujet monte et les conflits se multiplient entre organisations patronales. Qu'elle le veuille ou non, la question se pose déjà de fait.

Vous participerez tous deux au rassemblement, demain, pour défendre les valeurs de la République. Les jugez-vous vraiment menacées ?

F. C. Quand je vois que deux enfants français peuvent être traités différemment par la justice en fonction des origines de leurs parents, ça ne passe pas. On franchit une limite que je ne peux absolument pas accepter.

B. T. Je condamne très fermement l'association étroite que fait Nicolas Sarkozy entre immigration et insécurité. Force est aussi de constater que la xénophobie monte partout en Europe. C'est inquiétant.

Un article des Echos du 6 septembre :

Les syndicats espèrent plus de 2 millions de manifestants demain. (07.09)

Il y a au moins un point du dossier retraites sur lequel les syndicats et l'exécutif sont d'accord : la mobilisation de demain contre le texte gouvernemental s'annonce « forte ». « *A réforme importante, mobilisation importante* », anticipe-t-on à l'Elysée, « *sans quoi la France ne serait pas la France* », philosophe Eric Woerth, le ministre du Travail. Dans l'espoir de peser sur un débat parlementaire express qui débutera le jour même, Bernard Thibault (CGT), appelle les Français à faire de cette journée d'actions, la troisième du genre après celles du 27 mai et du 24 juin, « *un rendez-vous hors du commun* ». En écho, François Chérèque (CFDT) martèle qu'être « *très nombreux* » est « *la seule chance* » de peser face à un exécutif décidé à ne pas modifier le cœur et l'équilibre financier de sa réforme.

La barre placée haut

A l'heure du premier grand rendez-vous d'une rentrée sociale particulièrement précoce, l'intersyndicale, désormais au grand complet avec le retour de FO, promet de frapper fort. Sur le modèle des précédentes journées d'actions, quelque 200 manifestations sont annoncées sur l'ensemble du pays, et les syndicats espèrent rassembler plus de 2 millions de personnes. Cela constituerait une montée en puissance par rapport à la journée du 24 juin et un symbole fort si les pics atteints contre la réforme de 2003 et lors des grands mouvements de 1995 étaient dépassés (voir graphique). La barre est haute, a fortiori début septembre, mais les centrales misent sur un climat social et politique tendu et sur l'opposition d'une majorité de Français au projet.

Les grands bastions sont sur le pied de guerre, avec des grèves attendues dans de nombreux services publics (La Poste, France Télévisions, Pôle emploi, etc.). Dans les transports, de fortes perturbations sont prévues à la RATP et à la SNCF (lire ci-contre).

Appels à la grève dans le privé

Après la nette montée en puissance constatée le 24 juin, la journée de demain a valeur de test de confirmation. Et déjà, la suite du mouvement est dans toutes les têtes. A la SNCF, les syndicats ont pris les devants en déposant des demandes de concertation immédiates (DCI) - le préalable avant tout dépôt de préavis de grève - dans l'ensemble des régions, pour un mouvement reconductible cette fois. Objectif : être capable d'embrayer rapidement si la coordination interfédérale le décidait mercredi. « *Rien n'a encore été officiellement acté. Mais une bonne partie de la base est décidée à se lancer dans une grève reconductible avant la fin du débat parlementaire* », assure un responsable syndical. Compte tenu des contraintes liées à la loi sur le service minimum, ce nouveau mouvement ne devrait pas intervenir avant le 16 septembre.

Quelques jours après une rentrée scolaire sous tension, le mouvement s'annonce aussi particulièrement suivi, selon les syndicats, dans l'enseignement. Dans les collèges et lycées, le SNES-FSU appelle même à des actions dès aujourd'hui (lire encadré).

Les appels à la grève se sont aussi multipliés dans le privé, en particulier dans les secteurs les plus touchés par la pénibilité. Les syndicats d'Airbus, à Toulouse, appellent à un arrêt de travail de 24 heures. Dans le Sud-Ouest, des grèves sont annoncées chez Saint-Gobain, Terreal, Leroy-Somer (alternateurs industriels) ou encore DCNS (construction navale). Renault Trucks et Rhodia pourraient être touchés à Lyon, tandis que la CGT Ile-de-France prédit une mobilisation « *exceptionnelle* » dans des entreprises comme Snecma, Eurocopter et Veolia. Les banques devraient aussi être touchées et, dans le commerce, la CFDT prévoit une mobilisation « *encore plus suivie que fin juin* ».

La suite décidée mercredi

Reste à savoir si, comme le prétendent les syndicats, les salariés du privé sont prêts à sortir de la résignation, palpable au printemps, pour basculer dans la contestation. Leur degré de mobilisation constituera un indicateur fort de la capacité ou non de l'intersyndicale à élargir ensuite le mouvement. Voire, même si cette hypothèse est moins probable, à brandir la menace d'une grande journée de grève nationale. Les syndicats se retrouveront dès mercredi au siège de la CGT pour faire le point et, probablement, s'entendre sur la date et les modalités d'une prochaine journée d'actions.

Un article de Reuters, AP, Lexpress.fr, Lepost.fr, etc. du 7 septembre :

Compte-rendu de la journée de mobilisation du 7. (08.09)

La grève et les manifestations mobilisent davantage que celles du 24 juin.

De 2,5 millions à plus de 3 millions de personnes ont manifesté mardi en France, selon les syndicats, alors que le ministère de l'Intérieur en a recensé 1,12 million.

Les manifestations :

- Paris: 80 000 manifestants à 15h selon la préfecture, 270 000 selon la CGT.
- Lyon : Entre 16 000 manifestants selon la préfecture et 35 000 selon les syndicats.
- Grenoble: entre 40.000 et 65.000 manifestants.
- Charleville-Mézières, 2.000 à 3.000 personnes sont descendues dans la rue, selon La Semaine des Ardennes
- Marseille: 27 000 manifestants selon la police et 200 000 selon les syndicats.
- Bordeaux: 40 000 manifestants selon la police et 100 000 selon la CGT.
- Toulouse, entre 32 et 110.000.
- Carcassonne, la télé locale avance le chiffre de 8.000 manifestants
- Nantes: entre 27.000 et 40.000 manifestants.
- Brest : 14.000 à 20.000 personnes ont manifesté.
- Rennes: 21 000 personnes selon la police, et 48 000 selon la CFDT et la CGT. Chiffres les plus élevés depuis 2006

Les grévistes :

- **Fonction publique d'Etat** : Plus du quart (26,76%) des agents de la fonction publique d'Etat, 15,4% des agents territoriaux et 17,08% des hospitaliers étaient en grève mardi, selon le ministère de la Fonction publique, des chiffres supérieurs à ceux de la journée du 24 juin.
- **Education** : Les enseignants ont fait grève à 29,4%, dont 33,6% en primaire et 25,8% dans le secondaire, selon le ministère de l'Education nationale, les syndicats de la FSU chiffrant les grévistes à 60% dans le primaire et 55% dans le secondaire, soit davantage que le 24 juin, et même plus du double en collèges et lycées.
- **France Télécom** : 34,04% de grévistes, contre 32,30% le 24 juin, a indiqué la direction. La CGT estime de son côté la mobilisation à "plus de 50%".
- **SNCF** : 42,9% de grévistes selon la direction, 51,8% selon la CGT
- Près d'un quart des réseaux de **transports urbains** fonctionnent à moins de 50%.
- **La Poste** : 24,71% des postiers en grève selon la direction, contre 19,86% le 24 juin dernier. La CGT et Sud ont estimé la mobilisation entre 35 et 40%.

- **EDF**: 21,3% de grévistes selon la direction. La CGT juge ce taux susceptible d'augmenter.

- **Pôle emploi** : 16,93% de grévistes selon la direction, près de 25% selon le SNU

- **Raffinerie** : Les six raffineries Total en France étaient mardi en débit minimum en raison d'une grève dans le cadre de la journée interprofessionnelle sur les retraites, a indiqué la direction du groupe pétrolier à l'AFP.

- Des débrayages se sont également produits dans le **secteur privé**, comme l'automobile ou les banques ou l'énergie. Aussi les salariés de deux raffineries de Total ont-ils décidé de prolonger la journée de grève contre le projet de réforme des retraites. Par ailleurs, le port de Nantes/Saint-Nazaire est bloqué depuis lundi soir, jusqu'à mercredi matin, «peut-être davantage en ce qui concerne l'activité de la raffinerie Total de Donges», selon le secrétaire du syndicat local CGT Ports et Docks, majoritaire. «Toutes les entreprises dépendantes du port sont actuellement paralysées, que ce soit Total, Airbus, Cargill», a-t-il déclaré. Deux porte-conteneurs, deux navires transportant du soja et plusieurs bateaux alimentant la raffinerie Total sont actuellement bloqués au port de Montoir, près de Saint-Nazaire.

Quelques réactions dans la presse :

- Notre courageuse journaliste de SoYouTV a bravé les coups et les mouvements de foule pour aller recueillir les témoignages des manifestants, scandant des slogans de solidarité ou criant "*Sarko démission !*". Les grévistes fustigent la réforme des retraites, et en demande le "*retrait pur et simple, sans négociation*". (Lepost.fr 07.09)

- "*Quels que soient les chiffres considérés, ils attestent d'une mobilisation supérieure à celle du 24 juin dernier*", doit concéder à regret *Le Figaro*.

Dans la presse internationale :

- *The Economist* explique que «*le mécontentement est plus large que le simple problème des retraites, entre des scandales touchant le gouvernement et un durcissement de la politique*» du chef de l'Etat. Et de se demander si «*tough Sarko*» («Sarko le dur») gagnera son bras de fer contre les syndicats.

- Mais tout le monde ne critique pas le mouvement social. «*Les Français défendent leur qualité de vie, leur sécurité sociale, leurs retraites. Nous avons abandonné tout ça il y a bien longtemps et préféré plier devant Wall Street*», regrette un New Yorkais dans le Times. Il conclut: «*Vive la France!*» (20minutes.fr 07.09)

Quelques réactions syndicales :

CGT.

- Bernard Thibaut mardi matin sur Europe1 : "*Si il y a des avancées, on le dira. Mais s'il n'y en a pas sur l'âge, on continuera de dire que sur cet aspect très structurant, ça ne bouge pas et on retournera dans la rue.*" (Lepost.fr 07.09)

- "*Déjà la mobilisation produit de premiers effets*", estimant que le gouvernement commence à lâcher du lest. "*Millimètre après millimètre, les choses sont en train de bouger*".

Faut-il envisager une grève générale? "*Je n'exclus rien*", a indiqué Bernard Thibaut sur TF1. (Lepost.fr 07.09)

- "*Au gouvernement de réagir*", a-t-il dit. "*S'il ne réagit pas et que nous ne sommes pas entendus, il y aura des suites à cette mobilisation et aucune forme n'est rejetée jusqu'à présent.*" (Reuters 07.09)

C'est fait, Sarkozy a martelé qu'il ne changerait pas de cap. Alors en quoi *les choses sont en train de bouger*, au niveau des manoeuvres des appareils de connivences avec Sarkozy, on n'en doute pas un seul instant.

FO.

- "*La grève générale, ça a en France une connotation qui est très particulière, ça a un côté insurrectionnel, c'est pour cela que nous n'utilisons pas cette formule*", a déclaré à Reuters Jean-Claude Mailly, le secrétaire général de Force ouvrière. (Reuters 07.09)

Monsieur Mailly, ce sont des émeutes à défaut d'insurrection qui viennent d'obliger le gouvernement à annuler l'augmentation des prix du pain, de l'eau et de l'électricité au Mozambique.

Mailly n'est pas vraiment contre la grève générale, sauf quand elle est à l'ordre du jour ou lorsque Thibault déclare qu'il pourrait l'envisager, on ne se refait pas, le partage habituel des rôles ! Et au passage, merci monsieur Mailly d'avoir envoyé ce message pour rassurer Sarkozy.

Question : Comment se fait-il que les cadres ou dirigeants du POI votent comme un seul homme les résolutions proposées par la direction confédérale proposées par Mailly tout en connaissant ses réelles intentions ? Complices et corrompus, non ?

CFDT.

- Chérèque mardi matin sur RTL : "*On attend du gouvernement qu'il fasse des signes*", "*j'ai fait des ouvertures*" sur "*la durée de cotisation*" et sur "*les 65/67 ans*". L'inflexibilité affichée par l'exécutif sur les mesures d'âge fait partie d'une "*bataille de communication*", a jugé le secrétaire général de la CFDT, estimant qu'il y avait un "*espace*" de "*vrai dialogue*". "*Le calendrier est beaucoup plus large qu'on veut bien donner le sentiment*". (AP 07.09)

- François Chérèque promet d'organiser «*la radicalité*». «*On n'a pas d'autre solution que de continuer*», martèle-t-il. (20minutes.fr 07.09)

Le jaune dans ses oeuvres... mais il a la base des adhérents de son syndicat contre lui !

SUD.

- Solidaires (SUD) a ainsi appelé les autres syndicats «*à décider d'une suite à la hauteur des enjeux dans les jours qui viennent*».

Du côté du gouvernement.

Le mot d'ordre était donné dès le début de la journée par Nicolas Sarkozy, lors d'un petit-déjeuner de la majorité : "*Tenir la ligne*". Devant l'hémicycle, François Fillon a ensuite défendu le report à 62 puis 67 ans de l'âge minimal de la retraite comme un choix "*incontournable*". (Le Monde 07.09)

Réaction avisée d'un internaute.

Je voudrais répondre à tous ceux qui estiment que quelques 10% seulement des actifs ont défilés mais je voudrais dire que dans bon nombre de petites entreprises les salariés n'ont quasiment plus le droit de faire grève et d'aller manifester.

Dans l'entreprise où je travaille, tout ceux qui voulait participer se sont vu convoquer et menacer de perdre leur emploi en cas de grève. je suis sûr que si tout ceux qui sont contre cette réforme avait put faire grève et manifester, ce n'est pas 2 millions de personnes que l'ont aurai eu dans les rues mais 3 à 4 fois plus soit entre 6 et 8 millions.

Avec de telles pressions le gouvernement peut se glausser sur ces petits 2 millions. Mais Mr Sarkozy malgré vos manipulations une très grande majorité de français sont contre cette réforme et la rejette. Comme le dit le dicton, il n'y a point de sourd que celui qui ne veut entendre.

Dernières minutes.

Dans ce contexte, les syndicats se préparent déjà à maintenir la pression au-delà du 7 septembre, tout en excluant de facto l'organisation d'une grève générale.

"On fera certainement un moment qui marquera à nouveau l'opinion avant la fin du mois", a déclaré François Chérèque sur France 2, ajoutant qu'il faudrait déjà *"marquer le coup"* le 15 septembre. Bernard Thibault s'est montré plus flou.

A l'Elysée, on a d'ores et déjà intégré cette donnée, tout en minimisant le mouvement, notamment le nombre de grévistes.

"Ils jalonnent le parcours de pierres qui sont des journées nationales d'action, ce qui est traditionnel dans la culture sociale française", dit-on dans l'entourage du président. (Reuters 07.09)

Un article de Reuters du 9 septembre :

FO et Solidaires marquent leur différence sur les retraites. (10.09)

Force ouvrière et Solidaires ont confirmé jeudi leur participation à la nouvelle journée de grèves et de manifestations du 23 septembre contre la réforme des retraites tout en marquant leur différence.

Les deux centrales syndicales, qui n'ont pas signé l'appel de six syndicats lancé mercredi, souhaitent battre le fer tant qu'il est chaud et ne pas attendre le 23 septembre pour redescendre dans la rue après la journée de mardi dernier.

FO, dirigée par Jean-Claude Mailly, précise qu'elle défilera "*sur son propre mot d'ordre*", à savoir l'exigence d'un retrait du texte gouvernemental.

"Force ouvrière maintient son exigence de retrait du projet de loi. Elle sera dans l'action le 23 septembre avec les autres organisations syndicales sur son propre mot d'ordre", dit-elle dans un communiqué.

FO souligne que ses syndicats mèneront des actions le 15 septembre - journée choisie par les syndicats pour interpeller les députés sur la réforme et organiser des rassemblements - "*en fonction des possibilités au plan local.*"

Force ouvrière, qui avait donné mercredi un accord de principe, a fait confirmer sa participation à la journée du 23 septembre par un bureau national, jeudi matin.

Jean-Claude Mailly, qui exige depuis le début du mouvement une remise à plat complète du projet de réforme, et non de simples concessions, tient à prendre date pour l'avenir.

De son côté, Solidaires a confirmé sa position prise mercredi de ne pas signer le communiqué.

"Nous ne sommes pas d'accord sur la stratégie d'action qui consiste à reporter au 23 les suites du 7", a dit à Reuters Thierry Lescant, membre du secrétariat général. *"Il faut inscrire un mouvement dans la durée, impulser un rythme, une montée en puissance. Le 23 doit être suivi du 24, du 25, du 26..."*

Solidaires ne restera pas pour autant isolé ou inactif, a-t-il ajouté. *"Nous appellerons à manifester le 23 sur la base de nos revendications et nous nous réservons le droit de lancer nos propres initiatives d'ici là."*

Commentaire.

Il faudrait qu'ils aillent plus loin s'ils veulent être en accord avec la réalité : Sarkozy ne cédera jamais, sauf avec un couteau sous la gorge, or ce n'est pas une énième journée de mobilisation isolée qui le forcera à céder. Qu'on se souvienne comment il a piétiné le vote du 29 mai 2005, il n'entend que le dialogue de l'affrontement, il le propage, son modèle c'est le crochet du boucher, voilà à quelle hauteur doit être notre réponse : il faut le chasser du pouvoir. Le reste suivra camarades. En refusant la légitimité à Sarkozy de toucher à nos retraites, on remet en cause les institutions qu'il représente et dont il est issu, on refuse à l'Etat de nous dicter comment se déroulera notre vie, donc notre temps passé à la retraite. On ne doit pas aller sur son terrain, on n'a pas besoin de parler comme les autres pour nous exprimer.

Un article d'Associated Press et Reuters du 13 septembre :

Continental Automotive: 52% des salariés de Midi-Pyrénées approuvent le plan de la direction. (14.09)

Les salariés des trois sites de Midi-Pyrénées de Continental Automotive France, filiale électronique de Continental, ont approuvé à 52% le plan visant à réduire de 8% le coût du travail, en l'échange d'un maintien de l'emploi pour les cinq ans à venir, proposé par la direction, a annoncé celle-ci dans un communiqué lundi soir. La CGT et la CFDT, qui représentent 60% du personnel, avaient appelé au boycott de la consultation qu'ils jugent "illégal" et "illégitime".

Pour les syndicats, l'accord s'apparente plus à un «chantage» de la part de la direction. Selon la CGT et la CFDT, le gain salarial correspond à une baisse de 5.000 euros annuels par employé.

Les mesures de la direction représenteraient également entre huit et 13 jours de travail en plus, la suppression de diverses primes et de plus de 100 postes d'intérimaires et sous-traitants.

Pour parvenir à cette réduction du coût du travail, le "plan stratégique de maintien de l'emploi" qui a été soumis au vote des salariés prévoit "la suppression de deux jours de RTT", "un gel des augmentations en 2011" et "une forte baisse de la prime d'intéressement".

"Quatre-vingt-trois pour cent des salariés se sont prononcés lors de la consultation proposée par la direction. A 52%, ils ont approuvé le plan de maintien de l'emploi", a rapporté la direction de l'équipementier automobile.

"Il ne s'agit que d'une consultation du personnel qui n'a pas de valeur juridique", a précisé de son côté la responsable de la communication, Véronique Eucat.

Pour Antoine Jouin, président de Continental Automotive France, "ce vote des salariés est un encouragement fort pour la poursuite du développement des activités de la société. A travers cette approbation du plan, je mesure l'attachement des salariés à leur entreprise ainsi que leur lucidité quant au contexte auquel nous sommes confrontés. Les efforts individuels consentis par les salariés serviront l'intérêt collectif".

Implanté à Toulouse, Boussens (Haute-Garonne) et Foix (Ariège), Continental Automotive France emploie au total 2.500 salariés en Midi-Pyrénées. L'équipementier justifie ce plan d'économies par "une alarmante baisse prévisionnelle de la charge de travail" des trois sites de production "pour les années 2012 et 2013". Pour la direction, "seule une réduction de 8% du coût du travail permettrait d'engranger de nouvelles commandes de production pour 2012 et 2013".

Sami Hamida, délégué syndical central de la CFDT, a jugé les 52% d'approbation "peu glorieux pour la direction compte tenu des pressions qu'elle a exercées sur les salariés et de l'iniquité du scrutin". "Le personnel ne disposait pas de tous les éléments sur ce plan", a-t-il déclaré à l'Associated Press. "Cela ne change pas notre position: nous ne signerons pas ce plan".

En milieu de journée, des salariés s'étaient rassemblés à l'appel des syndicats devant le site toulousain de l'équipementier. Des délégations d'autres sites de Continental, dont une de l'usine de Clairoux (Oise), qui a fermé en 2009 malgré un accord de retour aux 40 heures, les avaient rejoints en soutien.

"Cette consultation bidon est le résultat d'un chantage organisé par la direction pour augmenter de 8% ses profits. Notre société ne connaît aucune problème économique. Elle fait des bénéfices, sa rentabilité sur investissements est de 65% et les carnets de commandes sont pleins", a déclaré à Reuters Olivier Grimoux, délégué CGT.

"De toute façon, c'est la loi, celle d'août 2008, qui prévaut sur les consultations salariales. Un tel référendum est donc illégal. Seuls les syndicats majoritaires, ce que nous sommes, peuvent signer un tel accord. Et nous ne le signerons pas", a-t-il ajouté.

Le groupe, qui emploie 143.500 salariés à travers 46 pays, a réalisé un chiffre d'affaires de 20 milliards d'euros en 2009.

Un article d'AP du 16 septembre :

Retraites: la CGT des services publics n'exclut pas, elle non plus, la grève reconductible.(17.09)

La fédération CGT des Services publics a appelé, jeudi, "à *mettre partout en débat la nature des suites à donner*" à la journée de mobilisation du 23 septembre contre la réforme des retraites "sans exclure aucune forme, y compris la grève reconductible". Ces appels se multiplient depuis quelques jours au sein de plusieurs confédérations.

"La fédération appelle (...) les personnels avec leurs organisations syndicales à *mettre partout en débat la nature des suites à donner au 23, sans exclure aucune forme, y compris la grève reconductible*", déclare la CGT des Services publics dans un communiqué. Mardi dernier, c'est la fédération CGT de la Chimie qui a fait cette démarche.

Jeudi après-midi, le syndicat FO a déclaré dans un communiqué qu'il soutenait "toutes les initiatives prises par ses structures y compris pour l'après 23". Une heure auparavant, la fédération nationale de l'action sociale FO (FNAS-FO) déclarait dans un communiqué que si la journée du 23 septembre n'était pas "prolongée par une grève reconductible, il sera illusoire d'espérer autre chose que déplacer quelques virgules dans la loi".

"Alors la question est simple: quels moyens mettons-nous en oeuvre? N'est-il pas temps, n'est-il pas urgent que nous prenions dans notre secteur toutes nos responsabilités en exprimant que nos fédérations et unions sont prêtes, à s'engager immédiatement dans cette voie, celle de la grève jusqu'au retrait, dès le 23 septembre 2010?", interrogeait la FNAS-FO.

Jeudi également, la fédération Sud-PTT a indiqué dans un communiqué avoir déposé des préavis de grève illimitée à La Poste et France Télécom à compter du 23 septembre. "Ensemble, c'est possible de gagner, si nous préparons les conditions d'une grève générale reconductible pour le retrait de la réforme des retraites", peut-on également lire dans ce texte.

Côté transports, à la SNCF, FO et Sud-Rail appellent déjà à une grève reconductible à partir du 22 septembre au soir et pourraient être rejoints par la CFTC.

A la RATP, les syndicats CGT, UNSA, CFDT, Indépendants, CGC et CFTC appellent à une grève de 24 heures le 23 septembre. Mais ils préviennent dans un communiqué qu'"à la lumière des évolutions éventuelles au niveau national", ils "ne s'interdisent pas de s'inscrire dans une forme d'action reconductible".

Commentaire.

Il faut rompre (avec) ou isoler Chérèque et "c'est possible de gagner"...

Un article d'AP du 20 septembre :

Bernard Thibault souhaite des assemblées générales pour décider des suites à la mobilisation de jeudi. (21.09)

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault souhaite qu'il y ait après les manifestations de jeudi des "assemblées du personnel" dans les entreprises pour décider des suites du mouvement contre la réforme des retraites.

Les "formes pour défendre ce droit social-là sont arrêtées avec les personnels", a-t-il déclaré lundi sur RTL. Taclant FO, il a ironisé sur les "appels incantatoires" à la "grève générale" dans lesquels "les salariés ne sont pas prêts à s'impliquer".

M. Thibault a également indiqué que les syndicats comptaient mobiliser jeudi prochain "au moins autant" de manifestants que le 7 septembre dernier, soit entre 1,1 million et 2,7 millions selon les sources.

"Il y a plutôt de bonnes indications", a-t-il assuré. "Contrairement à ce que pense le gouvernement, le vote à l'Assemblée nationale ne va pas provoquer un effet dissuasif par rapport à la nécessité de se mobiliser. Le sujet est trop important".

Pour le secrétaire général de la CGT, "le mécontentement provoqué par les mesures phare de cette réforme (report des limites d'âge de départ à 62 et 67 ans) et le fait que (le gouvernement) se soit conduit de manière très autoritaire est en train de faire croître la colère, le tout étant qu'elle s'exprime".

Citant FO, M. Thibault a rejeté les "appels incantatoires" et la "rhétorique" de la grève générale utilisée, selon lui, par "certaines organisations syndicales".

"Nous ne sommes pas dans le slogan syndical", a-t-il poursuivi. "Nous sommes à un moment important où se joue l'avenir d'un pan crucial pour les droits sociaux de notre pays. Les formes pour défendre ce droit social-là sont arrêtées avec les personnels. Ça ne sert à rien d'avoir des slogans dans lesquels les personnels, les salariés ne sont pas prêts à s'impliquer".

Commentaire.

On croirait entendre le jaune Chérèque, un discours qu'il appréciera sans aucun doute... Sarkozy aussi !

Un article de 20minutes.fr du 21 septembre :

Grèves prévues le 23 (Titre du site). (22.09)

La mobilisation de jeudi contre la réforme des retraites s'annonce générale. Des appels à la grève ont été recensés surtout dans les secteurs des transports, de la fonction publique, des médias publics, ainsi que dans l'industrie, l'énergie, les banques ou le commerce.

Fonction publique: Les huit syndicats de la fonction publique (CFDT, CGC, CFTC, CGT, FSU, Solidaires, Unsa, FO) appellent les 5,3 millions de fonctionnaires à faire grève. FO et Solidaires ont appelé séparément.

Transport : La RATP annonce pour jeudi un trafic perturbé dans le métro, le RER A et surtout sur le RER B, à la suite du dépôt d'un préavis de grève dans le cadre de la journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites.

Du côté de la SNCF, 40% des Transiliens circuleront et un TGV sur deux en moyenne rouleront au départ et à l'arrivée de Paris. Les informations relatives aux perturbations du secteur aérien seront publiées mercredi.

Justice: Alors que 17 organisations professionnelles ont engagé des actions depuis lundi pour réclamer davantage de moyens, le Syndicat de la magistrature a lancé un mot d'ordre de grève spécifique pour jeudi.

Education: Les personnels de l'Education, de la maternelle à l'université, sont appelés à faire grève (y compris dans l'enseignement privé). Le principal syndicat du primaire, le SNUipp-FSU, prévoit «plus d'un enseignant sur deux en grève».

Pôle emploi: Appel à la grève de plusieurs syndicats.

Hôpitaux: La Confédération des praticiens hospitaliers et l'association des médecins urgentistes de France (Amuf) ont déposé un préavis de grève de 24h (service minimum). Les deux principales organisations de médecins des hôpitaux publics, la CMH et le Snam, appellent à manifester.

Le Syndicat national des praticiens hospitaliers anesthésistes réanimateurs élargi (SNPHARE), engagé dans un mouvement de grève sur la pénibilité depuis le début du mois, compte manifester devant le Sénat.

La Coordination nationale infirmière (CNI) a appelé à des actions locales et des débrayages. A l'AP-HP (assistance publique-hôpitaux publics) en Ile-de-France, plusieurs syndicats confédéraux appellent à la grève.

Médias: A France Télévisions, les syndicats CGT, FO et CFTC ont déposé un préavis de grève reconductible à compter de jeudi, tandis que la CFDT appelle à un arrêt de travail de 24h. A Radio France, les syndicats CGT et FO appellent à une grève reconductible. La CFDT et SUD appellent à cesser le travail 24h. D'importantes perturbations sont ainsi à prévoir sur les ondes de France Inter, France Info, France Culture... Le Syndicat général du livre et de la communication écrite (SGLCE), l'une des branches de l'ex-syndicat du Livre, appelle quant à lui à la grève jeudi, ce qui devrait occasionner une non-parution des quotidiens nationaux vendredi.

Culture: L'intersyndicale des musées de France a lancé un appel à la grève de l'ensemble des personnels, reconductible dès vendredi.

France Telecom: Appel des six syndicats du groupe.

La Poste: Appel des syndicats CFDT, CFTC, CGT et SUD.

Energie: Quatre syndicats (CGT, CFTC, CGT, CGC) ont déposé des préavis à EDF, ainsi que FO de son côté.

Industrie: Appel dans plusieurs secteurs dont la métallurgie (automobile notamment) et la chimie. Chez Total, la CGT propose aux salariés de reconduire le mouvement, tout comme chez le chimiste Arkema (groupe Total).

Banques: Appel de plusieurs fédérations, dont FO-Banques et CGT Banques.

Commerce: Les six fédérations appellent à des arrêts de travail, des grèves et des manifestations.

Un article du Monde.fr du 22 septembre :

Retraites : Chérèque prêt à poursuivre la mobilisation. (23.09)

Dans un entretien au *Parisien*, mercredi 22 septembre, François Chérèque, le secrétaire général de la CFDT, assure être "*dans un mouvement durable*" de contestation de la réforme des retraites, qui est "*en train de gagner le soutien populaire*". A la veille de la journée d'action interprofessionnelle contre le projet de réforme des retraites, jeudi, le leader cégétiste compte sur une mobilisation "*suffisamment forte, autour de 2 millions de manifestants, pour obtenir de nouvelles ouvertures*" du gouvernement. S'il garde l'espoir de "*faire reculer le gouvernement sur les éléments essentiels de la réforme grâce à la mobilisation des salariés*", il espère que "*les sénateurs, qui sont tout sauf des suivistes d'une politique injuste, sont de nature à comprendre qu'il faut faire évoluer ce texte*".

Sur France Inter, il a enfoncé le clou : "*Le gouvernement (...) est en plein doute (...). Donc, il faut qu'on soit nombreux dans la rue*" jeudi, a déclaré François Chérèque. "*Alors qu'il nous disait avant les premières manifestations qu'on ne pouvait rien changer, il a commencé à bouger à la marge après les manifestations du 7^e septembre, a dit le numéro un de la CFDT. "Et là, en plus de changer sur les carrières longues, la pénibilité, les polypensionnés, on dit maintenant qu'il peut y avoir des ouvertures sur le problème des femmes qui se sont arrêtées [de travailler], sur les seniors qui sont au chômage, sur les handicapés", a poursuivi le dirigeant syndical. Pour M. Chèque, cela montre que "c'est toute la réforme" du gouvernement "qui est mauvaise". "A force de dire qu'on peut changer sur tout, il faut tout changer. Donc, il faut discuter d'une autre réforme", a-t-il ajouté.*

La dernière mobilisation, le 7 septembre, avait réuni dans les rues entre 1,2 million de manifestants selon le ministère de l'intérieur, plus de 2,7 millions selon la CGT. Selon M. Chérèque, "*le gouvernement est en train de se rendre compte que sa réforme n'est pas bonne*", après les ouvertures du ministre du travail, Eric Woerth, sur les départs anticipés des salariés handicapés, le sort des chômeurs proches de l'âge de la retraite et l'égalité salariale entre hommes et femmes. Mais, "*au bout d'un moment autant changer de texte plutôt que de faire du rafistolage sur tout*", insiste le numéro un de la CFDT dans *Le Parisien*.

Il prévient que "*si le gouvernement reste sourd une nouvelle fois, nous n'en resterons pas là. Nous sommes dans un mouvement durable*". Dès vendredi, l'intersyndicale se réunira pour décider des suites à donner au mouvement. Pour sa part, François Chérèque dit souhaiter "*faire une nouvelle journée d'action un week-end pour ne pas pénaliser financièrement les salariés*".

Un article du Point.fr du 22 septembre :

Mailly (FO) n'exclut pas une "radicalisation" de la mobilisation. (23.09)

Le secrétaire général de FO, Jean-Claude Mailly, n'exclut pas une "*radicalisation*" de la mobilisation contre la réforme des retraites, assurant que "*seul un vrai rapport de force*" peut faire infléchir le gouvernement, dans un entretien publié mercredi par Les Échos. Lire la suite l'article

"*On ne sent pas encore de radicalisation, mais on ne peut absolument pas l'exclure*", affirme le leader de FO, à la veille d'une quatrième journée d'action syndicale contre le projet de loi sur les retraites. Selon lui, "*tout peut arriver tant le pays est marqué par les inégalités*".

Estimant que la "*mobilisation devrait être forte*" jeudi, Jean-Claude Mailly appelle les syndicats à "*organiser une suite rapidement*" et surtout à "*s'interroger sur les modalités d'actions*". "*Les manifestations saute-mouton sont vouées à s'essouffler, on le sait tous*", affirme-t-il, appelant à "*mettre l'accent*" non plus sur les manifestations, mais "*sur les arrêts de travail*".

Interrogé sur la proposition de la CFDT d'organiser une manifestation un week-end, Jean-Claude Mailly répond qu'il "*doute de l'efficacité de cette approche, à mi-chemin entre l'action syndicale et l'action citoyenne*". "*Nous défendons une grande journée de grève nationale, plus à même de peser selon nous, et après, le terrain décidera d'éventuels mouvements reconductibles*", explique-t-il.

"*Les salariés et les syndicats ne doivent pas s'y tromper : seul un vrai rapport de force peut faire reculer Nicolas Sarkozy sur un projet dont il fait un marqueur politique et un élément du plan d'austérité*", poursuit-il.

Un article du Point.fr du 22 septembre :

Thibault (CGT) : des grèves reconductibles possibles "dans certaines entreprises". (23.09)

Le secrétaire général de la CGT Bernard Thibault a affirmé, mardi, sur Europe 1, que, "*dans certaines entreprises*", la question d'une grève reconductible allait "*se poser dès les prochains jours*", tout en estimant que ce ne serait pas "*le seul moyen d'action*". Interrogé sur d'éventuelles grèves reconductibles pour faire fléchir le gouvernement sur la réforme des retraites, Bernard Thibault a répondu : "*Dans certaines entreprises, ça va se poser dès les prochains jours.*"

Certains syndicats ont évoqué publiquement cette forme d'action chez Total, Arkéma ou à la SNCF. "*Et en même temps, nous ne faisons pas de la grève reconductible le seul moyen d'action pour des salariés qui ne sont pas tous en situation d'exprimer leur colère*" sous cette forme-là, a-t-il ajouté.

Selon le numéro un de la CGT, "*il nous revient, en tant que syndicats, de trouver des formes qui permettent la participation du plus grand nombre en se disant qu'il n'y aura pas, dans la prochaine période, une seule forme d'initiative ou d'action susceptible de mobiliser tout le monde à un instant T*". Le choix d'une journée d'action le 23 septembre, après celle du 7, "*ne veut pas dire que nous aurons de nouveau des journées d'action de quinzaine en quinzaine*", car "*il n'y a pas qu'une forme de protestation possible*", a dit Bernard Thibault.

À propos de la mobilisation de jeudi, il a déclaré attendre "*beaucoup de monde*". "*Les indications sont bonnes. Je pense que nous allons pouvoir comptabiliser au moins autant de participants qu'il y en avait le 7 septembre.*" Bernard Thibault a réaffirmé que la CGT irait "*jusqu'au bout sur cette affaire*", ce qui signifie "*ne pas lâcher, créer les conditions pour qu'il n'y ait pas de remise en cause du droit au départ à 60 ans*". Il a réclamé de nouveau "*des négociations*" avec le gouvernement.

Un article du Monde.fr du 29 septembre :

La CFDT demande de repousser à 2015 le vote sur le recul du taux plein à 67 ans. (30.09)

Le secrétaire général de la CFDT, François Chérèque, propose au gouvernement que le passage de 65 à 67 ans de l'âge de la retraite à taux plein ne soit voté par les députés qu'en 2015, la réforme actuelle ne prévoyant l'entrée en vigueur de cette mesure qu'en 2016. *'Je fais une proposition au gouvernement : qu'il subordonne le recul de l'âge du taux plein de 65 ans à 67 ans prévu à partir de 2016 à un vote formel du parlement en 2015 et après un rapport sur la situation des femmes et des précaires'*, déclare le leader syndical au quotidien Libération.

'C'est une question de démocratie : aux nouveaux députés issus des prochaines législatives de s'en saisir et de décider ou non de l'appliquer', a ajouté M. Chérèque. *'Le recul de cette borne d'âge ne devant pas intervenir avant 2016, cela ne remettra pas en question l'équilibre financier' et 'permet à tout le monde de sauver la face'*, a-t-il souligné.

Le leader de la CFDT a justifié cette demande de report à 2015 par le fait que *'le gouvernement découvre qu'il y a un souci avec la retraite des femmes et des handicapés'*, mais aussi *'sur les carrières longues, les polypensionnés, la pénibilité'*, de *'nombreux problèmes qui nécessitent à l'évidence de retravailler la réforme dans son ensemble'*.

Commentaire.

Chérèque après avoir soutenu l'allongement de la durée de cotisation légitime le passage de 65 à 67 ans, logique, normal, non ? Il appelle clairement à capituler et cesser le combat en s'en remettant à des députés du PS et ses satellites en 2015, sachant que le PS ne reviendra pas sur l'allongement de la durée de cotisation et que la plupart des travailleurs devront continuer de travailler jusqu'à 67 ans pour obtenir une retraite à taux plein.

Je n'ai pas pu lire la suite de sa déclaration dans Libération car elle n'était disponible que sur abonnement, je ne peux donc pas la commenter.

On oublie semble-t-il que la CFDT est le premier syndicat en France. Cela pose plusieurs questions, non ?

Pourquoi la CFDT est-elle devenue le premier syndicat en France ? Qu'est-ce que cela signifie au juste ? Quelles en sont les conséquences sur les rapports entre les différents syndicats ? Quel rapport cela traduit-il entre les travailleurs et le capitalisme ? Chérèque ne s'appuie pas forcément sur les couches de travailleurs que la CFDT organise, alors sur lesquelles s'appuient-ils ? Quels partis soutiennent la CFDT ou partagent les positions de ses dirigeants ? Etc., Etc.

Ne cherchez pas des réponses à ces questions du côté de vos dirigeants, ils ne vous en fourniront pas de satisfaisantes, car il leur faudrait revenir sur leur rôle et responsabilité dans la lutte de classe des six dernières décennies qui a conduit à cette situation et aucun n'y tient vraiment, on les comprend.

Mailly (FO) écrit dans son éditorial d'hier (sur Internet) : *"... nous demandons le retrait du projet gouvernemental pour obtenir une autre réforme pour les retraites, respectueuse des droits de toutes les générations et réductrice des inégalités sociales. Nous avons même proposé une suspension du texte pour rouvrir des discussions. Mais le gouvernement reste bloqué. Compte tenu, pour lui, de l'inscription de son projet de loi comme un élément clé du plan d'austérité, il s'est en quelque sorte enfermé dans la logique des marchés financiers. Ce qui explique en grande partie son blocage."*

Les propositions de FO se situent sur le terrain du gouvernement, pas des travailleurs.

Ainsi FO réclame une "réforme" des retraites, Mailly veut "rouvrir des discussions" avec Sarkozy et Woerth, pour négocier quoi sachant qu'il n'y a rien à négocier, et en réclamant une "réforme" il légitime les conclusions du rapport du COR et le discours de Sarkozy, pas besoin de réforme, il suffit d'éradiquer le chômage et de supprimer tous les privilèges accordés aux capitalistes pour que l'ensemble des organismes

sociaux soient excédentaires ! Oui mais pour cela il faudrait que l'Etat cesse de se soumettre aux lois du marché, il faudrait s'attaquer aux fondements du capitalisme, impossible pour Sarkozy comme pour Mailly évidemment. Quant à "*faire payer*" les capitalistes pour qu'ils nous représentent la facture de l'autre main, non merci !

Le problème, c'est qu'aucun syndicat ne s'en tient strictement aux besoins de la classe ouvrière, aucun ne veut engager le combat dans la perspective d'en finir avec le capitalisme ou lier nos revendications à cet objectif. Cette obsession peut paraître déplacée à certains militants, on pourrait penser qu'elle n'a rien à voir avec le sujet qui nous occupe aujourd'hui, ce serait une lubie de gauchistes, entre nous, l'UMP et le PS ne tiennent pas un autre discours face à ceux qui combattent pour le socialisme... Et pourtant, c'est bien l'absence de cette perspective qui abouti au fait que l'ensemble des syndicats sont subordonnés au capitalisme et qu'ils acceptent de lier le sort de la classe ouvrière à celui du capitalisme, ajoutons-y l'absence de perspective politique en dehors des institutions de la Ve République qui tire l'ensemble du mouvement ouvrier en arrière.

Chérèque ne prend pas seulement en charge les intérêts des capitalistes, il incarne également ou surtout ils s'appuient sur les millions de travailleurs, jeunes ou retraités qui demeurent solidement enchaînés au capitalisme, et qui sans autre perspective s'en remettent par ignorance et dépit à la fatalité.

Quand on évoque l'état d'esprit ou le niveau de conscience politique des travailleurs, on sent systématique une réticence de la part de nombreux militants par crainte d'aborder ou de violer des tabous. On a aussi l'impression que regarder la réalité en face serait devenu un péché mortel. Comment peut-on prétendre définir une orientation politique, une stratégie ou une tactique correcte dans de telles conditions ? Comment expliquez-vous que des travailleurs sur lesquels les dirigeants des syndicats ou des partis n'ont aucune influence et prétendent être d'accord avec vous, ne se mobilisent pas pour autant, cela concerne en réalité des millions de travailleurs, la moitié d'entre eux plus ou moins ? Comment expliquez-vous cette contradiction apparente, sinon qu'ils doutent qu'il existe une alternative possible à la politique de Sarkozy, et au-delà au capitalisme qui les malmène ?